

Le grand débat à Séné

Vendredi 1^{er} février 2019 dans la salle du Conseil municipal mise à la disposition par la municipalité.

Deux animateurs ont assuré l'organisation des prises de parole et la synthèse des idées échangées avec environ 110 personnes.

Pardon pour les erreurs ou omissions qui vont apparaître dans ce relevé des interventions, faute d'avoir pu tout noter et tout mémoriser de ce débat foisonnant.

Les phrases soulignées en gras ont été reprises pour former une synthèse en fin de séance.

Ce texte, qui reprend les interventions des uns et des autres **indiquées par les tirets**, pourra être consulté dans le **cahier de doléances** à l'accueil de la Mairie.

Deux thèmes ont été abordés : la fiscalité et la relation au travail.

L'assistance a décidé de reprendre le débat la semaine prochaine, même heure, même endroit.

Les thèmes retenus : la transition écologique et la démocratie.

La fiscalité

Sur les impôts

--Les retraités sont concernés dans les revendications actuelles ; je suis solidaire, ils ont cotisé et ont le droit de bien vivre à leur retraite. La CSG est injuste à leur endroit

--Même chose, (commerçant avec 40 ans de cotisations). Il faudrait indexer les retraites sur les prix.

--Les fonctionnaires sont également touchés par la stagnation de leurs retraites

--La suppression de l'ISF est injuste

--La fiscalité qui pèse sur les petits entrepreneurs et les petites entreprises (véritables créateurs d'emploi) est proportionnellement plus lourde que celle des grosses sociétés qui ont les moyens de recourir à des cabinets conseils et qui de plus, ne paient pas tous leurs impôts en France.

--Proposition : faire payer l'impôt sur le revenu par tranches dégressives vers les petites entreprises (les TPE).

--Le poison vient de la mondialisation qui oblige à s'aligner sur les cours mondiaux qui sont défavorables à nos produits « sur la pauvreté du monde »

Le pari de Macron de faire revenir les capitalistes (les artistes, les financiers de la City de Londres) en France est impossible à tenir.

--Avec l'exemple de la Grèce (un témoin qui a exercé en Grèce) qu'on a saignée pour qu'elle rembourse sa dette, on voit le rôle des banques et de l'Allemagne qui se sont enrichies à ses dépens, ont provoqué des pertes d'activité et mis le pays à terre.

Equilibre entre services publics et fiscalité

--A propos de la dette et de la fiscalité.

Il faut savoir pourquoi on paye des impôts et sur quoi l'Etat doit trancher car la dette, c'est pour nos enfants, c'est sur eux qu'elle pèsera, on a vécu au-dessus de nos moyens. Nous devons savoir que nous sommes sur un point de bascule.

--C'est toujours la classe moyenne qui paye.

--La dette estimée à 40 milliards est une réalité mais le « verrou de Bercy » (le privilège de l'administration fiscale de poursuivre ou non les fraudeurs) a jusqu'à présent empêché de recouvrer des sommes frauduleuses estimées à 80 milliards par an.

--Le gouvernement a récemment levé ce verrou qui ne s'ouvrirait cependant, qu'à partir de 100 000€.

Des propositions à propos des taxes:

- Taxer le kérosène des avions, le carburant des bateaux, porte-conteneurs, gros paquebots
- Baisser les taxes pour les déplacements liés au travail
- Baisser la TVA sur les produits de première nécessité pour un permettre de mieux se nourrir
- Augmenter la TVA sur les produits de luxe
- Examiner les niches fiscales par rapport à leur nombre et à leur utilité face à l'intérêt général.
- Lutter contre la fraude fiscale et pour la justice fiscale**
- il faudrait que le délai de prescription de deux ans soit allongé à 10 /15 ans.
- La fraude à la TVA est une piste à regarder, avec par exemple, la détaxe accordée aux restaurateurs qui n'a pas servi aux emplois.
- On a peu de souveraineté pour la fiscalité car on est sous la coupe des traités européens et les lobbies veillent à protéger leurs intérêts

- La taxe Tobin proposée par la Commission Européenne de taxer chaque action vendue à 0,5% n'est toujours pas effective alors qu'elle pourrait couvrir la dette du Tiers Monde.
- Introduire une fiscalité environnementale vertueuse : taxer ce qui pollue, favoriser ce qui est produit localement.**
- Lutter contre la flat tax (qui calcule votre impôt avec le même taux quel que soit votre revenu alors qu'il devrait être plus fort pour les tranches les plus élevées).
- Lutter contre les paradis fiscaux car on a le sentiment qu'il en reste encore beaucoup.
- OXFAM milite pour la taxation des banques qui devraient se souvenir que les gouvernements sont venus à leur secours en 2008
- Il faudrait aussi s'intéresser aux charges sociales non versées par les grandes entreprises et par l'Etat à l'URSSAF
- J'ai travaillé chez Renault : mon PDG payait ses impôts en Hollande ; d'autres PDG français vont habiter en Belgique

Sur le partage des richesses

- le PIB n'est pas la bonne mesure de la richesse du pays.
- Le gros sujet pour notre pays c'est de partager la richesse. Il faut que ceux qui ont plus, payent plus. Et que ceux qui ont moins, payent moins.
- L'ISF qui a été mis de côté par Emmanuel Macron avec un argument fallacieux, est de plus en plus contesté par des économistes quant à l'efficacité de son remplacement par l'ISI car l'investissement promis n'est pas là.
- Cette mesure relève de l'idéologie pure et simple : la baisse des taxes n'incite pas les riches à relancer l'économie.
- Le CICE prévu pour deux ans sous le gouvernement Hollande n'a servi à rien : les promesses des entreprises de développer l'emploi en contrepartie des subventions touchées pendant deux ans sont restées vaines.
- Le gouvernement actuel ne l'a pas reconduit.

Le rôle des impôts, taxes et cotisations pour les services publics

- En France on mutualise (socialise) la charge de besoins fondamentaux tels que les retraites, la santé, l'emploi, l'éducation, impossibles à couvrir individuellement. On partage entre nous la charge et l'utilisation des services publics dans une politique de solidarité comme l'avait conçue le CNR (Comité National de la Résistance) en 1945. Aux USA on doit payer de sa poche, la plupart des services publics. La mondialisation impose le modèle anglo-saxon qui a commencé à détricoter le nôtre. Ce n'est pas une question de droite ou de gauche. Nos choix ne sont pas ceux du libéralisme et les services publics en sont le dernier rempart.

Sur le travail

- Avec les gilets jaunes nous vivons des moments historiques.
- Ils veulent vivre dignement de leur travail, être mieux payés, mieux considérés.**
- Le salaire des travailleurs détachés devrait être le même que celui de leurs camarades de chantier. (Exemple des travailleurs espagnols à Perpignan moins payés que les autres alors que leurs ancêtres réfugiés ont contribué à construire notre pays après la guerre).

- Dans les grosses sociétés, les salariés ont des avantages statutaires que n'ont pas ceux des petites entreprises souvent plus précaires.
- Dans celles-ci, il n'est pas facile de connaître la situation économique, la stratégie de la boîte faute de formation et d'expertise comme qu'il peut y en avoir dans des sociétés plus importantes où les salariés peuvent recourir à des spécialistes. Il faut néanmoins tenter d'obtenir le dialogue indispensable aux intérêts de chacun.
- Les syndicats sont présents dans les boîtes mais il y a trop peu d'adhérents pour constituer une force.
- La proposition de Ségolène Royal de rendre l'adhésion obligatoire aurait pu résoudre cette question mais elle est restée lettre morte.
- Vis à vis des autorités, le respect et le renforcement des corps intermédiaires est indispensable à notre vie en république.

- Les aides sociales (type RSA, Prime d'activité, etc.) qui compensent le défaut de ressources liées au travail sont nombreuses en France.
- Elles sont cependant complexes à obtenir et ne permettent pas d'atteindre le même niveau de reconnaissance que par le travail.
- Il arrive aussi que certaines personnes en abusent.
- Les banques centrales seraient en train d'acheter des lingots d'or pour assurer leur avenir et on est en droit de s'inquiéter pour nos enfants.
- Le problème crucial, c'est que les salaires sont trop bas pour les salariés qui sont au SMIC et le plus souvent durant toute leur carrière.
- Les jeunes sont eux aussi mal payés, entre autre dans la restauration.

- De plus, avec la situation actuelle de l'emploi on commence à travailler à 30 ans et on est au chômage à 50. Il faut tout faire en 20 ans !!!
- L'échelle des salaires dans la même entreprise devrait être connue de tous et les écarts sont exagérés, voire scandaleux.*** Dans les années 50 ils étaient de 1 à 40, dans les années 2000 ils sont de 1 à 160.
- Dans les grosses boîtes, on préfère donner aux actionnaires plutôt qu'aux salariés.
- Certains patrons se payent jusqu'à 600fois le SMIC !!
- Il faudrait obtenir la présence de représentants des salariés dans les conseils d'administrations.***

Les territoires ruraux

- La vie des ruraux (adultes, enfants, personnes âgées) est rendue plus difficile par la diminution des équipements et services et par le manque d'emplois sur place.
- Il y a une fracture entre les territoires ruraux et urbains.***
- Il faut dépenser de l'argent dans le transport pour aller travailler quand on habite loin.
- Dans le cas de l'aide à domicile, on aboutit à travailler à perte quand il faut se déplacer avec sa voiture d'un endroit à l'autre pour un salaire avec des heures irrégulières.
- Le temps partiel imposé le plus souvent aux femmes les met dans l'incertitude des fins de mois.

Des solutions

--Renforcer les syndicats

--Augmenter le SMIC mais il conditionne les autres salaires.

Le travail rémunéré de façon juste remet en cause le capitalisme.

--Faire baisser le chômage. Mais le patronat n'y tient pas car le plein emploi fait pression sur le niveau des salaires.

--On peut peser si on est déterminé dans sa lutte (par exemple les employés de Mac do aux USA qui ont obtenu le doublement de leur salaire)

--De même la marque « C'est qui le patron » a réussi à inverser la logique habituelle en donnant aux agriculteurs la faculté de fixer eux-mêmes leur prix de vente

--Obtenir des rémunérations plus justes et adaptées aux compétences

Développer les formules d'intéressement, de participation dans l'entreprise.

En finir avec les emplois précaires et partiels subis

--Mieux former les jeunes : par l'apprentissage qu'il faut valoriser comme en Suisse ou en Allemagne.

des salaires intéressants.

--Reprendre confiance en nos capacités à comprendre ce qui se passe et ce qui nous concerne

--Valoriser l'idée que la notion de travail ne revêt pas la même valeur pour tous. On peut par exemple se rendre utile à la société par des activités peu classiques mais qui constituent une plus-value pour soi-même et pour les autres.

--Harmoniser au niveau de l'Europe les salaires, les impôts, les droits, les tarifs.

--Les jeunes ne sont que quelques uns dans cette soirée dans cette soirée alors qu'ils sont hautement concernés par tous ces débats.

--Les nouvelles régions sont un scandale , nous n'avons pas accès aux décisions comme ailleurs en Europe .

Synthèse

Lutter contre la fraude fiscale et pour la justice fiscale

Introduire une fiscalité environnementale vertueuse : taxer ce qui pollue, favoriser ce qui est produit localement.

Vivre dignement de son travail, être mieux payé, mieux considéré qu'on soit actif ou retraité.

Réduire les écarts de salaires dans la même entreprise

Présence de représentants des salariés dans les conseils d'administrations.

Juste répartition des bénéfices entre actionnaires et salariés

Réduire la fracture qui désavantage les territoires ruraux par rapport aux urbains

Obtenir des rémunérations justes et adaptées aux compétences

En finir avec les emplois précaires et partiels subis

Faire accéder à Erasmus tous les jeunes y compris ceux de l'apprentissage.

Harmoniser au niveau de l'Europe les salaires, les impôts, les droits, les tarifs.

--Les gilets jaunes ont commencé par les taxes sur le carburant mais leur lutte s'est élargie.

Ils nous ont donné l'occasion de ce débat pour obtenir les solutions que, nous tous recherchons, pour le mieux-être de tous.

Intervention du début qui pourrait servir d'introduction la prochaine fois ;

--Notre démocratie souffre d'un déficit de représentation de certaines tranches d'âge.

Il faut que notre débat soit accepté de tous et que tous se sentent représentés